



**PRÉFET
DE LA SARTHE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement des
Pays de la Loire**

Unité Inter-Départementale Anjou Maine
rue du Cul d'Anon
BP 80145
49124 Saint-barthélemy-d'anjou

Nantes, le 04/05/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 02/04/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

ALSETEX SAE (Groupe LACROIX)

Usine de Malpaire
72300 Précigné

Références : 2026-0213_INSP_ALSETEX
Code AIOT : 0006301388

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 02/04/2026 dans l'établissement ALSETEX SAE (Groupe LACROIX) implanté Usine de Malpaire 72300 Précigné. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ALSETEX SAE (Groupe LACROIX)
- Usine de Malpaire 72300 Précigné
- Code AIOT : 0006301388
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

La société SAE Alsetex exploite sur la commune de Précigné des installations pyrotechniques.

Thèmes de l'inspection :

- Surveillance marché pyro/explo

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Investigation et correction lors des défaillances des mesures de prévention	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 6 de l'Annexe I	Demande d'action corrective	30 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Revue de direction	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 7 de l'Annexe I	Sans objet
3	surveillance de marché	Code de l'environnement du 22/07/2021, article L557-50	Sans objet
4	documents obligatoires: instructions et informations de sécurité	Code de l'environnement du 01/07/2013, article L557-25	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les remontées terrain d'incidents ou d'améliorations font l'objet de fiches renseignées qui permettent ensuite une analyse et un plan d'action définissant les mesures correctives, le délai et le pilote. Le taux d'avancement global est présenté en revue de direction.

Au vu du nombre important de fiches constaté sur les dernières années, le système est connu et utilisé.

L'analyse de quelques fiches révèle quelques points d'amélioration qui doivent être pris en compte par l'exploitant pour enrichir son système notamment par l'intégration d'un critère complémentaire qui indiquerait la nécessité d'une analyse pluridisciplinaire et par la transposition des mesures sur l'ensemble des installations.

Il a été constaté une situation relevée qui nécessite un travail d'expertise important qui n'est pas encore finalisé et pour laquelle une analyse de conformité des matières est réalisée préalablement à la mise en fabrication.

Un prélèvement d'un article pyrotechnique a été réalisé dans le cadre de la surveillance de marché. Il a été constaté la présence des documents obligatoires à la mise sur le marché : attestation de conformité, notice d'instructions et d'informations de sécurité rédigée en français.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Investigation et correction lors des défaillances des mesures de prévention

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 6 de l'Annexe I
Thème(s) : Risques accidentels, prise en compte des remontées du personnel et investigations
Prescription contrôlée : Des procédures sont mises en œuvre en vue d'une évaluation permanente du respect des objectifs fixés par l'exploitant dans le cadre de sa politique de prévention des accidents majeurs et de son système de gestion de la sécurité. Des mécanismes d'investigation et de correction en cas de non-respect sont mis en place. Les procédures englobent le système de notification des accidents majeurs ou des accidents évités de justesse, notamment lorsqu'il y a eu des défaillances des mesures de prévention, les enquêtes faites à ce sujet et le suivi, en s'inspirant des expériences du passé. Les procédures peuvent également inclure des indicateurs de performance, tels que les indicateurs de performance en matière de sécurité et d'autres indicateurs utiles.
Constats : En préparation de la visite, il a été demandé un certain nombre de documents afin d'évaluer le respect et la prise en compte des remontées du terrain en vue d'assurer la gestion de la sécurité sur l'établissement. L'exploitant a mis en place des remontées du terrain qui peuvent être réalisées à tous les niveaux des personnels de l'entreprise, ces remontées font l'objet d'enregistrements. La liste des remontées depuis janvier 2025 comporte 72 fiches de niveau 0 ou 1. Les fiches de niveau 2 qui ne concernent pas spécifiquement les potentiels risques industriels n'ont pas été examinées. Le niveau 1 est défini comme "presqu'accident, dépannage, sujets bloquant la production, réclamation client, obsolescence." Le niveau 0 est défini comme "accident, évènement pyro ou sûreté", il comporte 22 remontées et contient plusieurs accidents de posture ou de manipulation (accident de cutter, chute de vélo, pincement main, ..). Sur les 72 fiches, il a été examiné, par sondage, celles qui semblaient potentiellement être à l'origine d'un évènement initiateur d'un accident majeur ou d'une situation à risque pyrotechnique. L'exhaustivité des évènements tracés: Il n'est pas possible de conclure sur l'exhaustivité des évènements tracés, mais il est constaté que l'incident sur la chaudière du bâtiment I21 qui avait fait l'objet d'une déclaration le 06 janvier 2026 par courriel fait bien partie des évènements recensés à la date du 6 janvier 2026. Au vu du nombre d'évènements recensés, il semble que le dispositif est fonctionnel et connu des employés. Le traitement adéquat des évènements: Chaque évènement fait l'objet d'une analyse et d'un plan d'action si besoin, qui précise les différentes étapes . Compte-tenu de la sensibilité des éléments examinés, le détail des constats sur les 4 fiches examinées n'est pas repris intégralement dans ce rapport. Il est noté que les remontées de terrain des 4 fiches examinées font l'objet d'un examen et de mesures correctives après analyse. L'examen peut être réalisé par les équipes de proximité (atelier) quand il s'agit de mesures correctives simples ou bien avec l'aide des équipes support d'Alsetex : maintenance, service HSE. L'analyse de ces fiches révèle quelques points d'amélioration qui doivent être pris en compte par l'exploitant pour enrichir son système. Ainsi des critères doivent être définis pour déterminer

quand il est nécessaire qu'une analyse pluridisciplinaire avec un œil externe soit conduite suite à une remontée.

L'exemple concernant le câble électrique sectionné sur un transpalette servant à mettre à niveau les cartons pour faciliter la manipulation des opérateurs en est une illustration. En effet la mesure proposée par le chef d'équipe de "rangement du câble électrique après chaque manipulation" ne semble pas complètement répondre à l'objectif d'éviter un nouvel incident de ce type.

En examinant l'appareil concerné dans l'atelier, il apparaît que c'est un câble spiralé fixé au transpalette de levée qui présente encore une certaine vulnérabilité dans la mesure où il reste libre et n'est pas complètement protégé vis à vis de la levée du transpalette ou d'une erreur de manipulation.

Cela indique qu'une analyse pluridisciplinaire aurait probablement permis de réfléchir à une solution plus pérenne de protection du câble. Ce point est d'autant plus sensible que les événements initiateurs dus à un apport d'énergie (comme un court-circuit électrique) sont les plus courants à l'origine de départ d'incendie dans l'industrie en général et dans le secteur de la pyrotechnie en particulier.

Un autre événement est remonté, le 03/11/2025, concernant des vibrations d'une machine qui provoque un déserrage des fils électriques. Il est constaté que cet événement est remonté à l'équipe SSE et qu'une solution de fixation différente a été retenue et mise en oeuvre avec une échéance au 30/01/2026. Les travaux ont été réalisés et n'appellent pas de remarque. L'attention est attirée de façon générale sur un recensement qui devrait être systématiquement réalisé pour des événements à risque.

Un autre événement sur un stationnement d'un transpalette électrique hors zone a été remonté le 10/04/2025. L'exploitant indique que la zone de stationnement a été définie à la suite de cette remontée, n'appelant pas de remarques.

Un événement concernant la fabrication d'une composition pyrotechnique a fait l'objet d'une remontée par ce système de fiches car il a été remarqué que le changement de fournisseur d'une des matières premières a conduit à une modification importante de la sensibilité d'une composition pyrotechnique.

Il est relevé, dans le traitement de cet événement, qu'un groupe de travail a été mis en place faisant appel aussi à des experts externes afin de déterminer les différents paramètres pouvant influencer sur cette sensibilité.

Cette remontée fait l'objet d'un nombre conséquent d'échanges techniques afin d'identifier la recette des composants pour aboutir au résultat attendu. Cette action n'est pas achevée à ce jour. L'exploitant indique qu'une mesure transitoire a été mise en place qui est d'effectuer un test avant chaque production sur le mélange des composants afin d'assurer que la sensibilité correspond à celle qui est déterminée pour ne pas engendrer de risque supplémentaire lors des étapes de fabrication. L'exploitant indique que si le test n'est pas concluant, la production n'est pas lancée et le résultat du test apparaît dans les ordres de fabrication de la composition.

Concernant les remontées des situations à risque, l'exploitant a aussi mis en place un registre de procédure d'alerte à l'accueil en situation de danger grave et imminent. Le registre est vide.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Au-delà du niveau de cotation des fiches de remontées, l'exploitant déterminera les critères qui nécessitent une analyse pluridisciplinaire sur les incidents relevés, comme par exemple pourrait l'être le critère évoqué lors de l'inspection concernant le risque électrique, à l'appui de l'analyse des fiches concernant le sectionnement du câble électrique ou le desserrage des cosses. L'exploitant indique qu'il est en cours de réflexion sur cette méthode de définition d'un critère de

<p>"haut potentiel de gravité".</p> <p>Ces fiches marquées spécifiquement par ces critères devraient aussi dans ce cas faire systématiquement l'objet d'une analyse plus générale afin de déterminer si une même situation à risque pourrait se retrouver dans d'autres installations de l'établissement.</p> <p>L'analyse de ces incidents répondant à ce critère pourrait faire l'objet d'un suivi spécifique afin de participer à la politique de prévention des accidents majeurs.</p> <p>Elle devrait ainsi alimenter les revues de direction pour informer le comité de direction sur les actions menées ou restant à mener concernant les situations à "haut potentiel de gravité" afin d'orienter les moyens adéquats à mettre en œuvre pour la gestion des accidents majeurs.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Concernant le câble électrique sur le chariot élévateur de l'atelier, l'exploitant analysera et mettra en place une solution pérenne afin d'éviter un sectionnement de ce câble. - Concernant les charges de batterie qui peuvent être à l'origine d'un événement initiateur d'incendie, l'interdiction de laisser la charge en dehors des heures travaillées devrait être affichée de façon plus explicite dans l'atelier.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 30 jours

N° 2 : Revue de direction

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 7 de l'Annexe I
Thème(s) : Risques accidentels, efficacité et adéquation du SGS
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Des procédures sont mises en œuvre en vue de l'évaluation périodique systématique de la politique de prévention des accidents majeurs et de l'efficacité et de l'adéquation du système de gestion de la sécurité. L'analyse documentée est menée par la direction : résultats de la politique mise en place, système de gestion de la sécurité et mise à jour, y compris prise en considération et intégration des modifications nécessaires mentionnées par l'audit.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant présente son dispositif de remontées des informations depuis les réunions de terrain quotidiennes avec les opérateurs et les réunions quotidiennes avec l'encadrement technique, les réunions hebdomadaires avec les représentants de la direction, les réunions du comité de direction mensuelles, les réunions SSE trimestrielles avec le comité de direction sur les indicateurs et les revues de direction annuelles.</p> <p>La revue de direction SSE du 20 janvier 2026 fait le bilan de l'année 2025 et fait un retour d'expérience sur un ensemble d'indicateurs comme les accidents, incidents environnementaux, le nombre de fiches de remontées terrain.</p> <p>On peut noter que le nombre de remontées terrain est sensiblement constant sur les 3 dernières années.</p> <p>La revue de direction fait état des audits réalisés sur les dépôts concernant les mesures de maîtrise des risques. Il est noté que 100% des dépôts pyrotechniques ont été audités par l'exploitant en 2025.</p> <p>L'exploitant indique qu'il réalise des audits vis à vis du référentiel MASE Atlantique (Manuel d'Amélioration de la Sécurité des Entreprises).</p> <p>La revue de direction présente aussi les constats des inspections réalisées par l'inspection des</p>

installations classées. Il est noté le suivi des fiches de remontées terrain dans la revue de direction présentant le chiffre du nombre de fiches (161) et du nombre d'actions réalisées à la suite (640), le pourcentage d'actions soldées : 87%. Sur le terrain, il a été constaté la présence du point alimenté par les réunions quotidiennes en atelier.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : surveillance de marché

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 22/07/2021, article L557-50
Thème(s) : Risques accidentels, prélèvements
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I.-Pour l'application du présent chapitre, les agents mentionnés à l'article L. 557-46 peuvent prélever ou faire prélever des échantillons de tout produit ou de tout équipement, aux fins d'analyse et d'essai, le cas échéant, par un laboratoire qu'ils désignent. Ils peuvent également acquérir ou faire acquérir par des personnes désignées à cet effet des échantillons. Ces échantillons, détenus par un opérateur économique, sont placés sous scellés. Ils sont prélevés ou acquis au moins en triple exemplaire, sauf disposition particulière fixée par l'autorité administrative compétente, et un nombre d'échantillons nécessaire est conservé aux fins de contre-expertise.</p> <p>Les échantillons sont adressés par l'opérateur économique en cause au laboratoire désigné dans un délai de deux jours à compter de la date de prélèvement.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Un prélèvement d'articles pyrotechniques de type P2 est réalisé le jour de l'inspection et il est demandé à l'exploitant de transmettre les échantillons mis sous scellés à l'organisme en charge des vérifications: examens et essais. Un rapport sera transmis à l'exploitant par le ministère en charge de l'environnement (DGPR) concernant l'examen de conformité de l'article pyrotechnique.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : documents obligatoires: instructions et informations de sécurité

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/07/2013, article L557-25
Thème(s) : Risques accidentels, étiquetage, documents
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Avant de mettre à disposition sur le marché un produit ou un équipement, les distributeurs s'assurent que le fabricant et l'importateur respectent les exigences d'étiquetage mentionnées aux articles L. 557-4, L. 557-15, L. 557-20 et L. 557-23, que le produit ou l'équipement porte le marquage mentionné à l'article L. 557-4 et qu'il est accompagné des documents mentionnés aux articles L. 557-15 et L. 557-20.</p>

L557-15

Les fabricants s'assurent que le produit ou l'équipement respecte les exigences en termes d'étiquetage et de marquage mentionnées à l'article L. 557-4.

Ils veillent à ce que le produit ou l'équipement soit également accompagné des instructions et informations de sécurité requises, qui sont rédigées dans la langue officielle du pays des utilisateurs finaux.

Constats :

Il est vérifié sur l'article pyrotechnique prélevé la présence de l'étiquetage et du marquage CE.

Il est vérifié la notice de sécurité et de précautions d'emploi qui est rédigée en français, c'est une exigence du code de l'environnement.

Cette notice précise les conditions d'emploi, de stockage et de sécurité. Il est notamment précisé que cet article ne doit pas subir de chocs, d'attaques mécaniques ou chimiques sur ce produit.

Elle précise par un schéma le mode de fixation sur la voie.

L'attestation d'examen UE de type est aussi transmise. L'organisme notifié qui a réalisé cette attestation possède bien une certification pour les d'articles pyrotechniques (directive 2013/29/UE) et est accrédité par le COFRAC.

Type de suites proposées : Sans suite